



L'Allemagne est un partenaire majeur pour l'Algérie dans le projet hydrogène vert

La transition énergétique concerne toute la société . Nous devons être conscient que c'est la seule voie de salut

Par [Chems Eddine Chitour](#)

Mondialisation.ca, 07 janvier 2022

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Pétrole, Gaz de schiste, Énergie](#)

Analyses: [LE MAGHREB](#)

Le lancement de l'avis d'appel d'offres du projet Shems des 1.000 MW a ravivé les bons moments de cette grande aventure, qu'a été l'élaboration de ce cahier des charges, chez l'ex-ministre de la Transition énergétique. Le professeur Chems Eddine Chitour revient dans cet entretien sur ces moments historiques, que sont la création du premier ministère de la Transition énergétique en Algérie. La première de ses batailles a été de sensibiliser autour de l'économie d'énergie à concéder et à consentir. Il fallait ensuite, élaborer une stratégie plaçant un changement de paradigme énergétique qui permet de sortir par le haut du tout-fossile, à travers un Plan renouvelable, qui fait appel au mix énergétique. Il s'agit de l'énergie géothermique et le bois énergie, sans oublier la révolution de l'hydrogène vert, qui nécessite le développement d'un partenariat d'exception, avec deux leaders mondiaux dans le domaine, à savoir l'Allemagne et la Chine. Les domaines de la formation et de la recherche doivent y être également inclus.

L'Expression: Quel bilan faites-vous de votre mandat de ministre de la Transition énergétique?

Professeur Chems Eddine Chitour: En l'espace d'une année, beaucoup de chantiers ont été lancés. En juillet 2020, nous avons créé ce ministère à partir de zéro. Pas d'unité de lieux, avec deux collègues qui m'ont suivi de l'enseignement supérieur pour arriver à une quinzaine de pionniers, dont une dizaine de scientifiques. Ma mission première a été d'établir un état des lieux...Il m'a semblé important de consulter 22 ministres, auxquels j'ai eu à exposer l'importance de la transition énergétique vers un Développement humain durable à 2030. En m'inspirant à la fois des engagements électoraux du président, et de mon modeste savoir acquis au cours des 25 journées de l'énergie que j'organisais, chaque année le 16 avril, avec les élèves ingénieurs de Polytechnique. Notre modèle énergétique ne crée pas de richesses. Il est à 80% dédié au confort, suivi par le secteur tertiaire avec 20%, le transport avec 40%. L'industrie et l'agriculture ne consomment que moins de 20% d'énergie. Le premier challenge a été d'arriver à 10% d'économie d'énergie. Nous consommons 60 millions de tonnes de pétrole, l'équivalent de 6 millions de tonnes par an, soit l'équivalent de 2 milliards de dollars, selon les cours d'alors. Un gain de 3 milliards de dollars/an, et de la pollution en moins. J'ai d'abord collaboré avec trois grands secteurs, dont l'habitat très énergivore. Nos habitations ne sont pas performantes en matière d'efficacité énergétique. En Europe, c'est 50kW/m², chez nous c'est 200Kw/m². Ce sont des gisements d'économie d'énergie potentiels à récupérer. Nous avons élaboré un cahier des charges qui

fixe les normes énergétiques requises. Ceci étant, à partir de 2022 et plus, les nouvelles habitations doivent respecter les normes en termes d'isolation, double vitrage, choix des matériaux de construction nobles, etc....Parallèlement, il faudra graduellement rénover le vieux bâti, dont 8 millions d'unités.

C'était la première collaboration intersectorielle?

Dans le secteur des transports, ce sont 6.5 millions de voitures et 44 millions d'usagers du réseau routier, dont 10 millions qui roulent en voitures. La majorité des citoyens souffre des embouteillages. On perd à Alger l'équivalent de deux heures d'embouteillages par jour. On parle de 500.000 litres d'essence qui sont perdus. Avec un prix moyen de 1 dollar, c'est 500.000 dollars/jour. Soit, en moyenne 100 millions de dollars /an pour la ville d'Alger et des milliers de tonnes de CO2, émises chaque jour. Il est possible de rationaliser la consommation de carburant par une politique du juste prix. L'État garantissant une consommation moyenne avec un prix étudié, le surplus sera acquis au juste prix. L'argent épargné pourrait être investi pour améliorer la circulation et augmenter les transports en commun. Aussi, la mise en place de la locomotion électrique est inéluctable. Nous sommes condamnés à tendre vers une vérité du juste prix de l'énergie, indexée sur le pouvoir d'achat du citoyen. Cela pourra réussir par une pédagogie explicitant les enjeux pour le pays. Ainsi, le nouveau modèle énergétique devrait faire partie des chantiers induits par le réexamen des subventions publiques.

Vous aviez un plan pour la locomotion électrique?

Pour rappel, le gouvernement avait décidé de réserver un quota de 15% aux voitures électriques dans le cahier des charges des concessionnaires. En 2035, ce sera le déclin des voitures thermiques dans le monde. Nous devons réagir rapidement, car les carburants (essence et diesel) sont à l'origine de 20% des émissions mondiales de CO2. Nous avons tout à gagner en abandonnant les voitures thermiques. À titre d'exemple, avec 15kWh d'une voiture électrique, nous pouvons rouler 100 km pour un coût de 60 DA. Pour le thermique, pour 100 km il faut sept litres d'essence au coût de ? 300 DA. Pour l'électrique, cela représente le 1/5 du prix de l'essence et, c'est du carburant en moins, que nous n'importerons plus. En 2018, nous avons importé pour 2.5 milliards de dollars, 2 milliards de dollars en 2019 et .5 milliard en 2020. Si on pouvait mettre en circulation 10.000 voitures électriques, avec à l'appui une campagne de sensibilisation, par une politique de non-taxation et d'installation graduelle des bornes (sachant que l'on peut charger la voiture le soir dans des garages avec un temps long et une prise domestique). Avec Naftal, quatre bornes ont été acquises, dont une est à Chéraga. La transition énergétique, c'est aussi une politique des transports adaptée, en misant aussi sur le GNL, GPL et le dual Fuel (dont nous avons montré la faisabilité par la conversion). Ce qui est important aujourd'hui, c'est d'aller de plus en plus vers des camions électriques, des bus électriques, des trains électriques, des motos électriques, etc... On a même envisagé une transsaharienne électrique, en implantant des centrales solaires sur le parcours Alger/Tamanrasset.

Ne faudrait-il pas des mesures incitatives pour aller vers l'énergie électrique?

L'instauration d'une vignette verte pour une voiture électrique, on paiera le minimum de taxes avec zéro dinar pour la vignette et de même pour le péage sur les autoroutes, par exemple. Mais rien ne peut se faire sans pédagogie. C'est tout le rôle d'un État stratège, constamment à l'écoute, mais capable d'impulser des stratégies flexibles et constamment adaptables.

C'est un immense challenge au final?

Oui, c'est possible. Et c'est en train d'évoluer doucement et sûrement, dans la bonne direction. C'est un challenge très important de la révolution de l'électricité verte et la révolution de la locomotion électrique. Il faut souligner aussi que nous avons besoin de la rente pour financer la transition énergétique. Actuellement, nous consommons 800 millions de mètres cubes de gaz naturel, par semaine. Aux cours actuels, ce sont 200 millions de dollars d'économies que nous faisons. Bien que le gaz, la seule énergie fossile qui sera tolérée dans le futur, a atteint en décembre 1000dollars/1000m³. Nous devons donc économiser par tous les moyens l'utilisation du gaz naturel en utilisant d'autres sources d'énergie.

De quelles capacités dispose l'Algérie pour ce mix énergétique?

L'énergie solaire représente un potentiel immense en Algérie. Le Sahara est une pile électrique, avec un potentiel de 2000 à 3500 kWh/an. Et il y a l'éolien également, notamment dans la région d'Adrar et de Djelfa, sans compter la façade maritime et l'Off-Shore. Une ferme de 10 MW est opérationnelle à Adrar. La géothermie avec les 282 sources, pourrait prendre en charge une partie du chauffage. Il y a aussi l'hydroélectricité à revitaliser. Quant au bois énergétique, il pourra jouer un rôle important à l'instar des grands pays. L'Algérie pourrait lancer le chantier de la plantation d'un milliard d'arbres d'ici 2030. Soit 100 millions d'arbres/an. Cela permettrait de développer la filière et épargner le gaz naturel.

Le projet des 1.000 MW que vous avez lancé va voir le jour?

J'en suis un maillon! Quand le cahier des charges des premiers 1.000 MW a été élaboré il fallait songer à la bancabilité du projet, pour attirer les investisseurs. Il fallait garantir un prix du kWh, et une durée du projet, etc... Une société Shems qui s'occupe du développement des énergies renouvelables a été créée en collaboration avec le ministère de l'Énergie C'était une première historique, même si on ne pouvait pas avancer à la vitesse voulue. Et c'était l'un des engagements électoraux de monsieur le président.de la République Ce n'était plus des slogans, mais bien une réalité. 10 wilayas ont été expertisées et 4.500 ha retenus. Nous avons confirmé le travail qui avait été fait, auparavant, par le ministère de l'Énergie. Il reste beaucoup à faire et je formule le voeu que le premier kWh sorte à la fin de l'année. Cette centrale permettrait d'économiser 500 millions de m³ de gaz à même de pérenniser les gisements de gaz naturel, voire même commercialiser. Il y a enfin l'autoconsommation de l'électricité, qui représente un immense gisement à exploiter, en mettant en place, graduellement, des kits solaires, éoliens et même des micro-turbines.

Pourrait-on substituer l'hydrogène vert au gaz à l'export?

L'hydrogène vert sera de plus en plus sollicité. Beaucoup de pays industrialisés et émergents ont développé l'hydrogène vert, provenant de l'énergie électrique renouvelable. C'est à la fois un combustible et un carburant. Il permet aussi de suppléer à l'intermittence des énergies renouvelables. Néanmoins, il nous faut développer le secteur du stockage de l'hydrogène. L'Allemagne étant à la pointe dans ce domaine, elle propose d'investir 1 milliard de dollars pour la production de l'hydrogène vert dans les pays du Sud pour développer des ensembles... Nous pourrions profiter de cette expertise pour pouvoir asseoir, à la fois un plan renouvelable solaire, avec des usines de dessalement de l'eau de mer, qui nous permettront de disposer de l'eau pure et ensuite, produire l'hydrogène vert par

l'électrolyse de l'eau. L'hydrogène vert pourra être exporté vers 2030, remplaçant graduellement le gaz naturel. Pour cela, il faut un partenariat d'exception, pour un transfert de technologie exceptionnel. Madame l'ambassadrice d'Allemagne a montré la disponibilité de son pays pour accompagner l'Algérie. Il me paraît indiqué de relancer les négociations dans les meilleurs délais, en créant une taskforce spécifique.

De quels potentiels dispose l'Algérie pour arriver à un mix énergétique?

Face aux caprices climatiques récurrents et catastrophiques, la neutralité carbone en 2050 est devenue impérative, nous poussant à atteindre le seuil des 50% renouvelables en 2030. C'est le sens du mix énergétique visé en relation avec d'autres paramètres, notamment climatiques, environnement mondial, ressources et développement prévisible, afin d'arriver à un modèle énergétique flexible et constamment adaptable. L'aspect scientifique devrait primer dans cette stratégie.

Un dernier mot?

La transition énergétique concerne toute la société. Il faut rendre justice au ministre actuel qui a gagné cette première étape. Pour réussir cette transition, il nous faut aussi favoriser la formation de spécialistes et de chercheurs. C'est dans cette perspective que nous avons proposé d'installer l'Institut de la transition énergétique à Sidi Abdellah (Iteer), qui pourra profiter du partenariat d'exception avec les deux locomotives mondiales, que sont l'Allemagne et la Chine. Le 24 février 1971 a été une rupture. L'Algérie récupérait ses ressources fossiles. Cinquante ans après, c'est une nouvelle rupture à laquelle nous sommes conviés. Celle d'accomplir une transition énergétique assumée vers le Développement humain durable créateur de richesses, qui réussira d'autant plus vite, qu'une prise de conscience se met en place pour optimiser la rente pétrolière.

Professeur Chems Eddine Chitour

Ecole Polytechnique, Alger

Article de référence :

<https://www.lexpressiondz.com/nationale/l-allemande-est-un-partenaire-majeur-pour-l-algerie-352178>

La source originale de cet article est Mondialisation.ca

Copyright © [Chems Eddine Chitour](#), Mondialisation.ca, 2022

Articles Par : [Chems Eddine Chitour](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca